



Juin, 2013

Sommaire

SOCIETE

► L'Afrique et le dividende démographique

(P.1-2)

► Les perspectives des migrations internationales

(P. 2-3)

SCIENCES & TECHNIQUES

► Disruptive technologies: advances that will transform life, business and the global economy

(P. 3-4)

ECONOMIE

► The Final Countdown: Prospects for Ending Extreme Poverty by 2030

(P. 4-5)

ENVIRONNEMENT

► Tracking Clean Energy Progress

(P.6-7)

► Baissons la chaleur : phénomènes climatiques extrêmes, impacts régionaux et plaidoyer en faveur de l'adaptation

(P. 7)

POLITIQUE

► EU Terrorism Situation and Trend Report

(P.7-8)

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
 Avenue Azzaitoune, Hay Riad
 Rabat 10100, Maroc
 Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
 Fax : +212 (0) 537 71 37 99
 Email : contact@ires.ma

◆◆◆◆◆ SOCIETE

► L'Afrique et le dividende démographique/ Population

Reference Bureau, 2013

Source : http://www.prb.org/pdf13/africa-demographicdividend-jobs_french.pdf

Tags : | Société | Afrique | Population | Dividende démographique | Emploi |

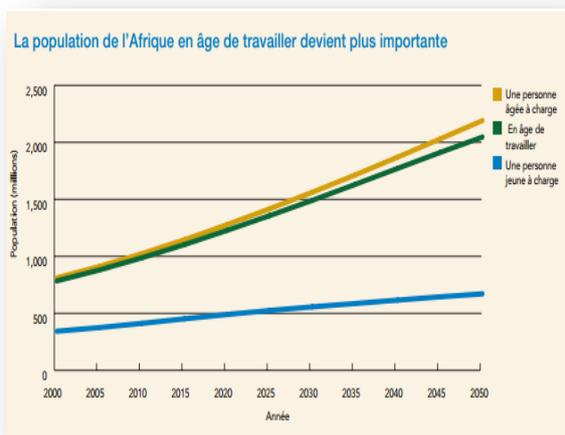
Selon ce rapport, publié par la Population Reference Bureau, le continent africain serait, d'ici 2050, la deuxième croissance la plus dynamique à l'échelle mondiale. A cet horizon, les africains constitueraient 22% de la population mondiale active, estimée à 1400 millions de personnes, avec un taux de croissance du PIB de l'ordre de 5% annuellement. Toutefois, le rythme de cette croissance serait confronté au défi majeur de la création d'emplois décents pour sa population active, constituée particulièrement des jeunes.

Le rapport estime qu'en 2012, seulement 37 millions d'africains avaient des emplois stables contre 52 millions œuvrant dans les secteurs informels et de subsistance. Le secteur économique le plus dynamique attirant une grande proportion de travailleurs est celui de l'exploitation minière, du pétrole et du gaz, qui contribue de manière significative au PIB des pays africains. Toutefois, ce secteur privilégie désormais les équipements au détriment du capital humain.

Le rapport met en relief les raisons relatives au défi de la création des emplois. Il s'agit, entre autres, de la demande insuffisante chronique de main-d'œuvre, de l'inadéquation entre la formation et les qualifications dans le marché du travail et notamment l'absence de liens entre les secteurs productifs et les autres secteurs. Afin de favoriser la création d'emplois en Afrique et réaliser un dividende démographique, le rapport incite les décideurs publics africains à faire des investissements stratégiques ciblant les jeunes. Il propose à cet effet de :

- Identifier les secteurs de l'économie et les sous-secteurs susceptibles de créer et croître les emplois et de revoir à la baisse les taux de la pauvreté ;
- Promouvoir des politiques de croissance économique ;
- Offrir des formations qualifiées et adéquates avec les exigences du marché d'emploi ;
- Construire les infrastructures nécessaires pour soutenir les activités économiques.





Source : *Population Reference Bureau, 2013*

Le rapport met l'accent sur les facteurs clés favorisant une croissance et un développement économique durable. Il s'agit, entre autres, du :

- contexte politique favorable dans les pays africains ;
- la bonne gouvernance et gestion des affaires publiques ;
- la gestion macroéconomique adaptée ;
- le bon fonctionnement des marchés financiers et du travail ;
- Des investissements efficaces en matière de santé et d'éducation.

► Les perspectives des migrations internationales/OCDE, 2013

Source : http://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/perspectives-des-migrations-internationales-2013_migr_outlook-2013-fr

Tags : | Société | Migrations Internationales | Migration | Immigration |

Ce rapport de l'OCDE se veut une étude comparative internationale de l'impact budgétaire net de l'immigration. Il analyse les tendances relatives à l'immigration.

Le rapport montre une stabilité relative au niveau de l'immigration de travail temporaire par rapport aux années précédentes, estimée à moins de 2 millions d'entrées, tirée notamment par le nombre croissant d'étudiants internationaux.

S'agissant des migrations au sein de l'Union Européenne, le rapport note qu'elles se sont accrues d'environ 15 %, après une chute de 40 % pendant la période de la crise financière. Les départs enregistrés dans les pays les plus touchés par la crise ont connu une progression de 45 % entre 2009 et 2011.

Concernant l'immigration en provenance de l'Inde et de la Chine vers les pays de l'OCDE, le rapport souligne qu'elle demeure très élevée, suivie de la Pologne et la Roumanie, favorisée par une mobilité accrue au sein de l'Union Européenne. Il est à signaler que la libre circulation au sein des pays européens de l'OCDE, en hausse depuis 2011, est désormais quatre fois plus importante.

Le nombre de demandeurs d'asile dans les pays de l'OCDE a franchi le seuil de 400 000 demandes pour la première fois depuis 2003. Les États-Unis, la France et l'Allemagne constituent les principaux pays de destination des demandeurs d'asile. En 2011, l'Italie est devenue la quatrième destination et ce en conséquence aux événements du « Printemps arabe ».

En ce qui concerne les politiques de l'immigration relatives au recrutement des étrangers, de nombreux pays ont été restrictifs à l'égard des embauches d'immigrés, se trouvant dans l'obligation de protéger leur propre main-d'œuvre nationale face à la hausse accrue du chômage. Néanmoins, des mesures ont été entreprises afin d'améliorer la situation des travailleurs étrangers ayant perdu leur emploi. De nombreux pays ont mis en place des systèmes à points, grille de sélection des candidats immigrés hautement qualifiés. En dépit de tous ces éléments, les perspectives d'emploi se sont assombries pour les immigrés. Un immigré sur deux est au chômage en Europe : (à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an).

La situation des immigrés sur le marché du travail s'est nettement dégradée ces dernières années avec une hausse du taux de chômage des travailleurs nés à l'étranger estimée à 5% entre 2008 et 2012 contre une augmentation modérée de 3% pour les autochtones. Les catégories fortement touchées par cette crise d'emploi sont les jeunes et les travailleurs peu



qualifiés, tandis que les femmes et les travailleurs hautement qualifiés l'ont été un peu moins. Le chômage de longue durée des immigrés est devenu une problématique majeure dans les pays de l'OCDE.

Concernant le Maroc, le rapport note une augmentation du taux de chômage parmi l'immigration marocaine. Les immigrés marocains sans emploi sont passés de 31% en 2008 à 44% en 2012. Malgré ce taux élevé du chômage, les immigrés marocains continuent d'être la nationalité qui obtient le plus d'emploi et de régularisations, avec 15.500 régularisés dans les 27 Etats appartenant à l'OCDE. Le rapport indique que l'impact financier de l'immigration marocaine dans les pays de l'OCDE est insignifiant pour leurs pays d'accueil.



◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **Disruptive technologies: advances that will transform life, business and the global economy/** McKinsey Global Institute (MGI), 2013

Source :

http://www.mckinsey.com/insights/business_technology/disruptive_technologies

Tags : | Sciences | Techniques | Technologie | Ruptures technologiques | Prospective |

A travers ce rapport, intitulé «Disruptive technologies: advances that will transform life, business and the global economy», le McKinsey Global Institute (MGI) dresse une panoplie d'innovations technologiques qui aurait un impact significatif, d'ici 2025, sur l'emploi, la consommation et la croissance.

A l'horizon 2025, des mutations technologiques et des progrès exponentiels se profileraient notamment dans les domaines des technologies de l'information, des biosciences, des matériaux et des énergies. Le rapport identifie douze défis potentiels susceptibles de transformer de façon décisive le mode de vie des populations et des entreprises.

Pour ce faire le MGI identifie sur quatre critères permettant de baptiser une technologie de «rupture». Il s'agit de : La vitesse avec laquelle évoluent significativement ces technologies, le nombre de consommateurs concernés par ces ruptures technologiques, la valeur économique créée ou déplacée et enfin, la capacité des technologies à transformer des secteurs économiques ou technologiques adjacents.

Le MGI révèle que les technologies pourraient offrir un potentiel économique très significatif. Elles pourraient améliorer la santé et l'espérance de vie des citoyens en générant des produits de bonne qualité, plus sains, moins polluants...

Le rapport met en relief douze technologies les plus marquantes : (par ordre décroissant de potentiel économique). Il s'agit de :

L'internet mobile :

Les appareils mobiles de formes multiples (Smartphones, tablettes, etc.) continueraient à faciliter la vie quotidienne des individus et augmenter la productivité des salariés. Ces dispositifs devraient également pousser 3 milliards de personnes à rejoindre la sphère numérique lors de la prochaine décennie, et ce en particulier dans les pays émergents.

L'automatisation des métiers du savoir :

Grâce au développement des systèmes d'exploitation des données informatiques, l'augmentation spectaculaire de la puissance de calcul, les progrès des algorithmes d'apprentissage automatique, la robotisation de certaines tâches intellectuelles serait possible. La médecine, l'éducation, la finance ou le droit, pour illustration, seraient les secteurs les plus profondément transformés.

Le « cloud computing » :

Au-delà de la transformation de l'équation du modèle économique de l'informatique des entreprises, le cloud computing ou l'informatique dans les nuages propose une multitude de services fournis via Internet et de nouveaux modèles d'activité.



L'Internet des objets :

La mise en réseau des machines et des infrastructures de la vie quotidienne des individus offrirait une grande valeur économique et sociétale.

La robotique de pointe :

Plus intelligents et polyvalents, les robots seraient en mesure de réaliser les tâches de production et de service et d'optimiser les capacités physiques. A titre d'illustration, les robots intelligents pourraient fabriquer des prothèses motorisées pour les personnes à mobilité réduite.

La génomique de nouvelle génération :

La combinaison des technologies liées au génome et de l'analyse des big data pourrait favoriser le développement de certains secteurs, tels que l'agriculture qui connaîtrait la création de biocarburants à partir de micro-organismes.

Les véhicules automate ou semi-autonomes :

Les véhicules sans conducteurs pourraient rivaliser les transports traditionnels. L'adoption de ces véhicules autonomes qui, selon le rapport, permettrait de réduire les accidents de la route de 77 à 90%.

Le stockage d'énergie :

Le stockage de l'énergie est une contribution qui vise à satisfaire la demande accrue en électricité dans les périodes de pointe, à promouvoir le développement des énergies renouvelables et à servir les zones actuellement non desservies.

L'impression en 3D :

L'accroissement du champ de « l'impression en 3D » pourrait modifier profondément le paysage de la production manufacturière.

Les matériaux de pointe :

Le développement des nanomatériaux et la mise sur le marché de médicaments à base de nanoparticules bouleverseraient plusieurs secteurs industriels.

Énergies renouvelables :

Les énergies éoliennes et solaires afficheront le plus gros potentiel énergétique d'ici 2025. Ces deux sources réunies pourraient représenter 16% de l'approvisionnement global en énergie.



► The Final Countdown: Prospects for Ending Extreme Poverty by 2030/ Brookings Institution, 2013

Source : http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2013/04/ending%20extreme%20poverty%20chandy/the_final_countdown.pdf

Tags : [Economie](#) | [Pauvreté](#) | [Consommation](#) | [Prospective](#) |

Ce rapport de prospective publié par Brookings Institution, think tank américain, basé à Washington, dresse les évolutions futures de la pauvreté à l'horizon 2030.

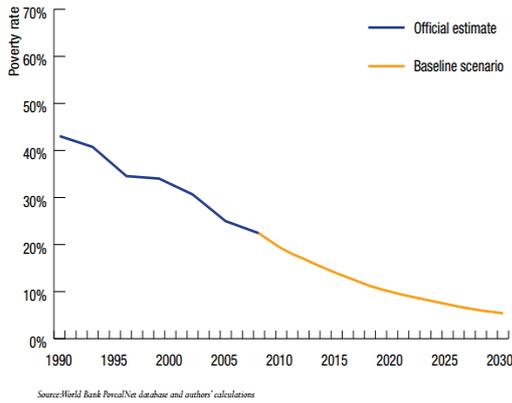
Le rapport présente trois scénarios.

Scénario tendanciel :

Le premier scénario, dit « tendanciel », est bâti sur l'évaluation de la consommation moyenne par habitant. Ce scénario prévoit que si la croissance de la consommation dépasse régulièrement les projections de référence, le taux de pauvreté dans le monde pourrait baisser à 3,1 % en 2030.



FIGURE 1: BASELINE SCENARIO

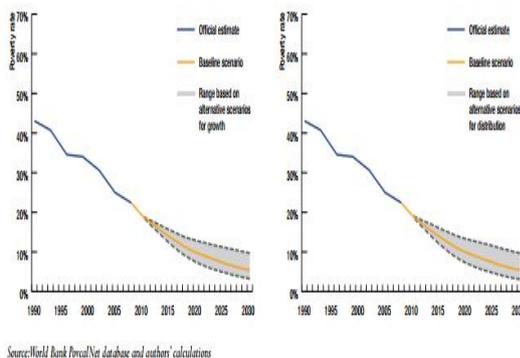


Source: The Final Countdown: Prospects for Ending Extreme Poverty by 2030

Scénario Optimiste :

Le second scénario, qualifié d'optimiste, suppose que les projections de référence utilisées pour chaque variable et pour chaque territoire ont une marge d'erreur de plus ou moins deux points de pourcentage. Depuis les années 1990, la pauvreté ne cesse de diminuer et pourrait, selon ce scénario optimiste, tomber sous la barre des 3% en 2030 grâce notamment aux progrès déployés en matière de santé et de l'éducation.

FIGURE 2: POVERTY RANGE BASED ON ALTERNATIVE SCENARIOS FOR CONSUMPTION GROWTH AND DISTRIBUTION, RESPECTIVELY

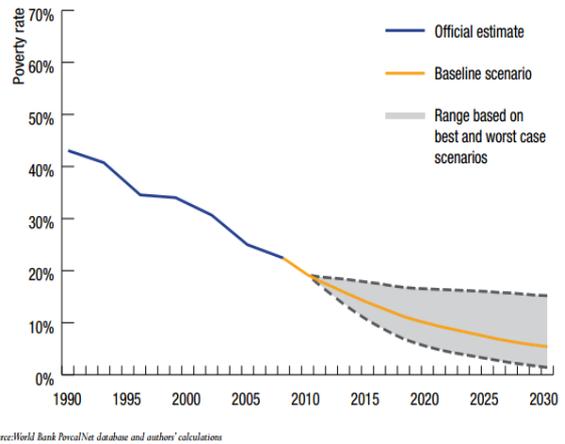


Source: The Final Countdown: Prospects for Ending Extreme Poverty by 2030

Scénario Pessimiste :

Le troisième scénario, dit pessimiste, stipule que la pauvreté, d'ici 2030, serait très sensible aux variations de la consommation et de la distribution. Il prévoit un taux de pauvreté de plus de 3%.

FIGURE 3: POVERTY RANGE BASED ON ALTERNATIVE SCENARIOS FOR CONSUMPTION GROWTH AND DISTRIBUTION COMBINED



Source: The Final Countdown: Prospects for Ending Extreme Poverty by 2030

Enfin, le rapport compare la réduction de la pauvreté en Asie (Chine, Inde) et en Afrique. La Chine a revu à la baisse le nombre de personne vivant sous le seuil de pauvreté absolue depuis deux décennies (25 millions de pauvres en 1990 contre moins de 5 millions aujourd'hui). L'inde, quant à elle, a entrepris des mesures prometteuses pour diminuer le nombre de pauvres de 12 millions entre 2012 et 2030. Concernant le continent africain, réduire les taux de pauvreté constitue un véritable défi des années à venir, étant donné que de plusieurs pays africains se situent toujours en dessous du seuil de pauvreté.





ENVIRONNEMENT

► Tracking Clean Energy Progress/

Agence Internationale de l'Énergie, 2013

Source:

www.iea.org/publications/freepublications/publication/name,26696,en.html

Tags : Environnement | Énergie | Décarbonisation | Intensité carbone | Énergies renouvelables |

A travers ce rapport, l'Agence Internationale de l'énergie dresse un bilan des progrès dernièrement enregistrés en matière de « décarbonisation de l'énergie » qui constitue l'objectif central de la transition énergétique.

Selon l'AIE, malgré les progrès enregistrés, l'indicateur « intensité carbone », mesurant la quantité de gaz de CO₂ émis dans le processus de production d'une unité d'énergie, montre que le bilan énergétique stagne depuis quatre décennies. Le niveau de l'indicateur est estimé à 52,1 tonnes de CO₂ par térajoule en 2012.

La puissance solaire photovoltaïque installée dans le monde à progresser de 42% et celle relative à l'énergie éolienne est de 19%. Par ailleurs, le rapport souligne que les investissements inhérents aux énergies renouvelables ont connu une chute de 11%. Les investissements en énergie nucléaire liés à la construction de centrales, ont connu une régression expliquée par les conséquences de la catastrophe de Fukushima.

L'utilisation de l'énergie non fossile dans la production de l'électricité, en l'occurrence le charbon, pèse fortement sur l'indicateur « intensité carbone ». En dépit de la fermeture des centrales de charbon chinoises et le remplacement des États-Unis du charbon par le gaz naturel, l'indicateur « intensité carbone » demeure élevé.

Le rapport souligne que le secteur des transports connaît un essor remarquable avec la percée des véhicules hybrides qui ont enregistrés plus un million de vente en 2012 notamment en Japon et États-Unis.

Pour limiter les effets néfastes du réchauffement climatique en le limitant à 2°C d'ici la fin du siècle, il serait impératif de diminuer l'indicateur « intensité carbone » de 5,7% d'ici 2020 et de 43% d'ici 2035. Ce qui nécessiterait des mesures d'économie d'énergie et de substitution des énergies carbonées par des énergies vertes et renouvelables.

Enfin, le rapport recommande de séparer et de stocker le CO₂ et d'investir fortement dans la recherche et développement qui ne représente aujourd'hui que 4% des investissements publics malgré l'augmentation importante enregistrée en termes de brevets sur les énergies propres.

► Turn Down Heat the Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience /

Banque Mondiale, le Potsdam Institute for Climate Impact Research Climate Analytics, 2013

Source: <http://www.worldbank.org/.../Full Report Vol 2 Turn Down The Heat>

[Climate Extremes Regional Impacts Case for Resilience Print version FINAL.pdf](#)

Tags : Environnement | Phénomènes climatiques | Changement climatique | Adaptation | Atténuation | Afrique subsaharienne | Asie du Sud-Est | Asie du Sud |

Le présent rapport publié conjointement par la Banque Mondiale, le Potsdam Institute for Climate Impact Research Climate Analytics se focalise sur les risques et les impacts du changement climatique sur le développement dans trois régions : l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud.

Se basant sur les conclusions du rapport de la Banque mondiale publié en 2012, intitulé « Turn Down The Heat: Why a 4°C warmer world must be avoided », qui avait alerté sur la menace d'une élévation moyenne des températures de 4 °C à la fin du siècle en l'absence d'une coopération mondiale et d'une action résolue d'atténuation, ce rapport analyse les impacts probables du changement climatique et d'une élévation de 2 ou de 4 °C de la température de la planète sur la



production agricole, les ressources en eau et la vulnérabilité des villes du littoral.

Le rapport rappelle que les populations pauvres des villes du littoral et des îles de faible altitude sont les plus vulnérables du monde face aux aléas du changement climatique. De plus, l'agriculture vivrière en Afrique subsaharienne, les ressources hydriques des pays d'Asie du Sud et du Sud-Est seraient fortement menacées à cause notamment du dérèglement climatique et la hausse des événements météorologiques extrêmes.

Le rapport met l'accent sur un ensemble de changements qui s'observent dans certaines zones : les vagues de chaleur sans précédent, la montée du niveau de la mer, l'augmentation substantielle de la sécheresse, des inondations, etc. Ces phénomènes climatiques extrêmes risqueraient d'engloutir les populations dans la pauvreté. Les incidences de l'évolution extrême de températures extrêmes menaceraient ainsi la sécurité alimentaire des populations. Le rapport recense les effets du réchauffement du climat dans trois régions et les dégâts que cela provoqueraient en termes de production agricole, pour les habitants des villes côtières et sur les ressources hydriques.

Afrique subsaharienne

La problématique de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne reste un défi suprême, et ce en raison des risques de sécheresse et d'inondation.

Avec un réchauffement de 1,5 à 2 °C, la sécheresse et l'aridité rendraient entre 40 et 80 % des terres agricoles impropres à la culture du maïs à l'horizon 2030-2040.

A l'horizon 2080, avec 4 °C degrés supplémentaires, les précipitations pourraient baisser de 30 % en Afrique australe augmentant ainsi le niveau de dioxyde de carbone et modifiant les écosystèmes pastoraux, ce qui risquerait de réduire la disponibilité de fourrages pour le bétail.

Asie du Sud-Est

Les villes situées sur le littoral en Asie du Sud-Est seraient frappées par un stress hydrique causé par les effets du changement climatique.

Une élévation des niveaux des océans, estimée à 30 centimètres, est prévue dès 2040, provoquant inéluctablement des inondations. Une grande perte de production d'environ 11 % est attendue en Viet Nam, grand producteur de riz dans le monde.

Asie du Sud

Le changement climatique se manifesterait en Asie du Sud par des pénuries d'eau dans certaines régions. Ce qui pourrait priver des centaines de millions d'habitants de sources suffisantes de ressources en eau, de nourriture et d'un faible accès à l'énergie.



POLITIQUE

► EU Terrorism Situation and Trend Report/ Europol, 2013

Source: https://www.europol.europa.eu/sites/default/files/publications/europol_te-sat2013_lr_0.pdf

Tags : Géopolitique | Terrorisme | Tendances | Sécurité | Risques |

Le terrorisme est *redevenu* une importante priorité internationale. Le présent rapport publié par Europol, l'Agence Européenne chargée de lutter contre la criminalité organisée, met en exergue les évolutions majeures enregistrées en matière de terrorisme dans les pays de l'Union européenne.

Plusieurs morts liés au terrorisme ont été enregistrés en Europe ces dernières années. La Bulgarie suivie de la France viennent en tête des pays menacés par les actes terroristes. L'intervention des forces françaises pour apaiser la situation sécuritaire sur la bande du Sahel notamment à Mali ne et l'instabilité en Syrie ne pourraient qu'intensifier les menaces.

L'Internet, ce moyen permettant l'anonymat et la connexion à un auditoire mondial qui peut être abordé de manière ciblée, demeure la plate-forme de communication privilégiée des organisations terroristes. Le développement et l'expansion rapide des médias et réseaux sociaux ont offert de nouvelles possibilités pour un accès instantané et surtout personnalisé des groupes terroristes.



Le rapport souligne que plus de 537 individus ont été arrêtés au sein de 17 pays appartenant à l'Union européenne. Les arrestations prennent de l'ampleur notamment en France, en Irlande et en Pays bas. La majorité des personnes arrêtées sont des jeunes âgées de moins de 30 ans et ayant des nationalités d'un Etat de l'Union européenne. Les femmes constituent un pourcentage important des personnes arrêtées.

Enfin, le rapport présente une approche de sécurité globale pour l'Union européenne en matière de lutte contre le phénomène du terrorisme. La prévention, la protection, la poursuite et la réponse constituent ainsi les quatre axes de son approche globale. La stratégie sécuritaire adoptée au niveau de l'Union européenne promeut la démocratie, le dialogue et une bonne gestion des affaires publiques pour s'attaquer aux causes de la radicalisation.



INDEX DES TAGS

A

Adaptation	7
Afrique.....	1
Afrique subsaharienne.....	7
Asie du Sud.....	7
Asie du Sud-Est	7
Atténuation.....	7

C

Changement climatique.....	7
Consommation.....	4
Croissance économique.....	4

D

Décarbonisation.....	6
Développement économique.....	4
Dividende démographique.....	1

E

Economie	4
Emploi.....	1
Energie	6
Energies renouvelables.....	6
Environnement.....	6, 7

G

Géopolitique.....	8
-------------------	---

I

Immigration.....	2
------------------	---

Intensité carbone.....	6
------------------------	---

M

Migration.....	2
Migrations Internationales.....	2
Mondialisation.....	4

P

Pauvreté.....	4
Phénomènes climatiques.....	7
Population	1
Prospective.....	3, 4

R

Risques.....	8
Ruptures technologiques.....	3

S

Sciences.....	3
Sécurité.....	8
Société.....	1

T

Technologie.....	3
Techniques.....	3
Tendance.....	8
Terrorisme.....	8

